

Arrêté préfectoral portant prescriptions spécifiques à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant la vidange du bassin de décantation « des fourmis » en vue de procéder à son curage  
commune de Vernaux

La préfète de l'Ariège  
Chevalier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu le dossier déposé au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement réceptionné le 27 juin 2022, présenté par la SAS Imerys Talc Luzenac France , relatif à la vidange du bassin de décantation « des fourmis » en vue de procéder à son curage ;

Vu l'avis favorable du déclarant, en date du 29 juin 2022, concernant les prescriptions spécifiques sollicitées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2021 donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane DEFOS, directeur départemental des territoires de l'Ariège ;

Vu la décision DDT 2022/01 du 7 février 2022 donnant subdélégation de signature à Monsieur à Jean-Yves AVALLET, adjoint au chef de l'unité eau.

**CONSIDÉRANT** que la vidange du bassin de décantation des « fourmis » en vue de procéder à son curage nécessite un suivi particulier de l'oxygène dissous dans les eaux rejetées.

## A R R Ê T E

### OBJET DE LA DÉCLARATION

Il est donné acte à la **SAS Imerys Talc Luzenac France**, de sa déclaration en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant la vidange du bassin de décantation « des fourmis » en vue de procéder à son curage

situé sur la commune de Vernaux.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques concernées de l'article R. 214-1 du code de l'Environnement :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales correspondant
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) 2° dont la superficie est supérieur à 0,1 ha mais inférieur à 3 ha (D).	Déclaration	Arrêté du 09 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

## PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

### Article 1 : Prescriptions spécifiques

Le déclarant devra respecter la prescription spécifique définie ci-après concernant la protection du milieu aquatique :

- durant la vidange, les eaux rejetées dans le cours d'eau respectent une teneur en oxygène dissous (O<sub>2</sub>) supérieur ou égale à 5 milligrammes par litre (valeur moyenne sur deux heures).

### Article 2 : Modification des prescriptions

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables au projet, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut rejet.

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### Article 3 : Conformité au dossier et modifications

Les travaux, objets du présent arrêté, sont réalisés conformément aux plans et contenus du dossier de demande de déclaration non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration doit être portée, avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

### Article 4 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **Article 5 : Autres réglementations**

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

## **Article 6 : Publication et information des tiers**

Une copie du présent arrêté sera transmise à la mairie de la commune de Vernaux, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet des services de l'État en Ariège pendant une durée d'au moins 6 mois.

## **Article 7 : Voies et délais de recours**

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut désormais être saisi, non seulement par la voie habituelle du courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien : <http://www.telerecours.fr>. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

## **Article 8 : Exécution**

Le maire de la commune de Vernaux et le directeur départemental des territoires de l'Ariège, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera tenue à la disposition du public en mairie de Vernaux.

Fait à Foix, le 29 juin 2022

Pour la préfète et par délégation  
L'adjoint au chef de l'unité eau

signé

Jean-Yves AVALLET